

Aurélien ANTOINE

Professeur des Universités
Agrégé de Droit public
Classe exceptionnelle
Titulaire de la Chaire Droit public et
politique comparés
Faculté de Droit de Saint-Étienne
Université Jean-Monnet
Université de Lyon
aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr



SPECIALITÉS ET ORGANISMES DE RATTACHEMENT

Spécialités : droits constitutionnel et administratif britanniques, droit comparé, droit administratif français, droit public des affaires

Titulaire de la Chaire Droit public et politique comparés de l'Université Jean-Monnet Saint-Étienne – Faculté de Droit

Membre du CERCRID – UMR 5137

Chercheur associé au CERSA – UMR 7106, Université Paris – Panthéon Assas

Président honoraire de la Section de Droit constitutionnel de la Société de Législation Comparée

Membre de la *UK Constitutional Law Association*

Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel

Membre de l'Association Française de Droit Administratif

Membre de l'Association des Juristes Franco-Britanniques

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2023	Création <i>ad nomen</i> de la Chaire de droit public et politique comparés
2022	Promotion dans la Classe exceptionnelle du corps des Professeurs d'Université
2019-2022	Titulaire de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche
1 ^{er} septembre 2018	Promotion à la Première classe du corps des Professeurs d'Université
1 ^{er} septembre 2012	Affectation à la Faculté de Droit de l'Université Jean-Monnet - Saint-Étienne
21 juin 2012	Lauréat du premier concours national d'agrégation de Droit public (jury présidé par Didier Truchet)
1 ^{er} septembre 2008	Affectation à l'Université de Clermont-Ferrand I, Faculté de Droit, 1 ^{re} session 2008
Mars 2008	Qualification aux fonctions de maîtres de conférences par le Conseil national des Universités

2007	Doctorat en droit public. Intitulé de la thèse : « Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence ». Soutenue le 5 décembre 2007, à Grenoble. Mention très honorable avec félicitations du jury
2002-2003	DEA Droit public fondamental (option droit interne, mention Bien, major) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II
2001-2002	Maîtrise de Droit public (option droit interne, mention Bien, major) Faculté de droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France, Grenoble II

PRIX ET RÉCOMPENSES

Prix de la Fondation Édouard-Bonnefous Institut de France pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise » (2022).

10^e Prix Olivier Debouzy (2021) de l'agitateur d'idées juridiques de l'année pour l'ouvrage « Le Brexit. Une histoire anglaise ».

ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS

Licence 1 : Droit constitutionnel, Culture générale

Licence 2 : Culture générale

Licence 3 : Droits et libertés fondamentaux, Conférences de méthode en culture juridique et comparée

Masters 1 et 2 : Droit constitutionnel comparé, Grands systèmes juridiques contemporains, Méthodes du droit comparé, Droit public économique, Processus d'intégration et de désintégration au sein de l'UE, Théories économiques et transformations de l'État, Méthodologie de la recherche
Séminaires doctoraux : Droit et Économie

Matières enseignées les années antérieures : droit de la convention européenne des droits de l'Homme (Master 2), séminaire « Dialogue des juges » (Master 2), droit de l'action publique (Master 2), droit public économique (Licence Franco-Brésilienne, Université de Sao Paulo), droit des contrats publics (Licence et Master), droit des biens publics (Master), droit public des affaires (Licence et Master), droit public de la concurrence (Master), droit de la culture et du patrimoine (Master), séminaire sur l'État de droit et le principe de *rule of law* (Master), séminaire sur les négociations du Brexit (Master), méthode de la note de synthèse (Master).

RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Depuis 2022	Directeur du Master Droits international, européens et comparé de la Faculté de Droit de Saint-Étienne
2018	Co-porteur de la mise en place du DE JurisPo entre le Collège de Droit et l'antenne stéphanoise de Sciences Po Lyon
Depuis 2015	Créateur et directeur du Collège de Droit - Parcours « Droit, Sociétés, Langues » de la Licence de la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2014	Responsable du programme PITES avec l'Université de Sao Paulo pour l'Université Jean-Monnet (en collaboration avec les universités Lyon II et Lyon III)
2012-2022	Codirecteur du Master 2 Droit des contrats publics (coaccréditation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2012-2014	Coreponsable du Master 2 Droit public financier (cohabilitation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Étienne)
2011-2013	Codirecteur du Master 2 Droit du patrimoine historique et culturel École de Droit - Clermont-Ferrand Université

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Depuis 2018	Vice-doyen chargé des Relations internationales et de la Communication à la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2016	Correspondant de l'École doctorale de Droit ED 492 des Universités de Lyon et Saint-Étienne
Depuis 2015	Membre du Conseil de l'École doctorale de Droit ED 492
Depuis 2013	Vice-doyen chargé des Relations internationales à la Faculté de Droit de Saint-Étienne
Depuis 2013	Président de la Commission des spécialistes des ATER de Saint-Étienne Membre du Conseil de Faculté Membre du Conseil de laboratoire
2018-2019	Membre du Groupe de travail « Droit » projet IDEX Lyon
2013-2015	Chargé de mission à la Coordination des Masters de la Faculté de Droit de Saint-Étienne

RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES

Depuis 2024	Membre du comité scientifique de la revue <i>Costituzionalismo britannico e irlandese</i> dirigée par Alessandro Torre (Italie - Université de Bari)
Depuis 2024	Créateur et gestionnaire du site internet de la Chaire de Droit public et politique comparés, site destiné à la diffusion de recherches thématiques, à l'accès à des ressources inédites en France et à la promotion de la jeune recherche en droit public comparé
Depuis 2021	Membre du comité de rédaction de la revue <i>Droit public comparé - Comparative Public Law</i> dirigée par Nicolas Gabayet
Depuis 2017	Créateur et directeur du site de recherches et de productions scientifiques de L'Observatoire du <i>Brexit</i> (https://brexit.hypotheses.org/)
2017	Direction du numéro spécial « <i>Brexit</i> » de la <i>Revue du Droit public et de la science politique à l'étranger</i> , 2017/2

RECHERCHE COLLECTIVE/DIRECTION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

2025	Co-organisateur du cycle de conférences « 25 ans de droits fondamentaux au Royaume-Uni », avec Simon Taylor, Université Paris Nanterre et Chaire de Droit public et politique comparés.
7 avril 2025	Organisateur de la journée d'étude au Palais du Luxembourg « Le référendum en France et au Royaume-Uni : enjeux et perspectives contemporaines », sous le haut-patronage de M. Gérard Larcher, président du Sénat, en collaboration de l'Association des juristes franco-britanniques et le soutien de l'Association française de Droit constitutionnel (7 avril 2025).
11 avril 2025	Directeur scientifique avec Marie Padilla, maîtresse de conférences à l'Université de Bordeaux, et Camille Bordère, post-doctorante de la Chaire Droit public et politique comparés du colloque « Théorie du droit et droit comparé ».
Octobre-décembre 2024	Journées d'études de la Chaire : la sécurité publique (avec Olivier Renaudie), Théorie du droit et droit comparé (avec Guillaume Tusseau) et Le droit comparé : théorie et pratique (avec Anne Jacquemet-Gauché et François Molinié)

15 mars 2024	Organisateur et parrain de la cérémonie de remise des insignes de docteur Honoris causa à Lady Hale, membre de la Chambre des Lords et présidente honoraire de la Cour suprême du Royaume-Uni
2022-2024	Directeur scientifique du n° 2 de la revue <i>Droit public comparé</i> , « La sécurité publique ».
2021-2023	Responsable de la rubrique Brexit et des articles relatifs au Royaume-Uni du <i>Club des Juristes</i> , avec Denys Simon
2020-2021	Co-directeur scientifique des rencontres internationales à Paris II et au King's College de Londres <i>Covid-19 Constitutional, political and social threats and challenges in France and the United Kingdom</i> , avec Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan
2020	Co-directeur scientifique des rencontres internationales à Paris II et au King's College de Londres <i>Constitutions Under Pressure – France and the United Kingdom in the Age of Populism and Brexit</i> , 28 mai et 4 juin 2020, avec Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan
2019	Organisateur de la journée d'hommages du 27 septembre 2019 au Président Jean Massot et à Philippe Lauvaux, Conseil d'État et Société de Législation Comparée
2019	Participation au projet scientifique « Discontinuités territoriales et droit public » (Université Grenoble-Alpes, dir. Nicolas Kada)
Décembre 2018	Directeur scientifique de la Journée internationale d'études sur le <i>Brexit</i> , Saint-Étienne
2016-2020	Responsable de l'équipe « Production et Interactions normatives » du CERCRID UMR 5137
Depuis 2016	Contributeur et évaluateur pour le blog de la revue <i>Jus Politicum</i> , initiateur de la rubrique de suivi du <i>Brexit</i>
Depuis 2015	Participation au groupe de recherche dirigé par Thomas Perroud et soutenu par le C.E.R.S.A. - Paris II « Les grands arrêts de la jurisprudence administrative. Approche politique » puis « Les grandes décisions du Conseil constitutionnel. Approche politique »
2014-2017	Membre du Groupe de Recherche sur l'Étude comparée de la rédaction des décisions des juridictions constitutionnelles (Université de Bourgogne, dir. Fanny Malhière)
2015-2016	Responsable du Groupe « Fondements de la responsabilité » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (Paris)
Novembre 2014	Directeur scientifique du colloque international <i>Le droit public britannique : Enjeux et Perspectives</i> , Saint-Étienne.
2013-2014	Membre du Groupe « L'acte administratif à portée générale » de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de la Législation Comparée (dir. Benoît Delaunay)
2008-2011	Coreponsable avec Florent Garnier du projet « <i>Patrimonium</i> » sur le droit du patrimoine historique et culturel - Approche comparée France-Chine (organisation de manifestations à l'Université Renmin de Pékin et Clermont-Ferrand)

PUBLICATIONS

1. *Ouvrages individuels et direction d'ouvrages :*

a. Ouvrages individuels

- *Le Royaume-Uni, miroir d'un Occident en crise*, Odile-Jacob, à paraître, 2025.

- *Le Brexit. Une histoire anglaise*, Dalloz, coll. Les Sens du Droit, 2020, 440 p.
- *Droit constitutionnel britannique*, LGDJ, coll. Systèmes, 1^{re} éd., 2016 ; 2^e éd., 2018, 206 p. ; 3^e éd., 2023, 288 p. (préf. de Lord Mance, ancien vice-Président de la Cour suprême et avant-propos de Anthony W. Bradley, Professeur émérite de l'Université d'Édimbourg).
- *Prérogatives de puissance publique et droit de la concurrence*. Préface de Sébastien Bernard et avant-propos de Bernard Stirn, LGDJ, 2009, tome 261, 462 p.

b. Direction et codirection d'ouvrages

- *La France et le Royaume-Uni face à la pandémie de Covid-19*, Mare et Martin, 2022, 231 p., en collaboration avec G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan et A. Blick.
- *Constitutions Under Pressure: France and The United Kingdom in an age of populism and Brexit*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2021, 222 p., en collaboration avec G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan et A. Blick.
- *La responsabilité de la puissance publique en droit comparé*, Société de Législation Comparée, coll. Droit comparé et européen, 2016, 552 p., en collaboration avec Terry Olson.
- *Le droit public britannique : Enjeux et Perspectives*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2015, 320 p.
- *Patrimonium. Espaces patrimoniaux - Enjeux juridiques, politiques et environnementaux*, LGDJ, 2013, 271 p., en collaboration avec Florent Garnier.

2. Site de production scientifique

Créateur, directeur et principal contributeur de l'*Observatoire du Brexit* (articles de fond, billets d'actualité et revues bibliographiques) : <https://brexit.hypotheses.org/> (depuis 2017).

Gestionnaire du site de la Chaire de Droit public et politique comparés : <https://chaire-droit-public-politique-compares.fr/> (depuis 2024).

3. Articles de fond

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé
 - « La distinction entre droits administratif général et spécial : une incongruité en droit britannique, AFDA, *Droit administratif général et droit administratif spécial*, Lefebvre Dalloz, 2024, p. 133 (26000 caractères).
 - Chronique de droit public britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2024, n° 3, p. 123 (66000 caractères).
 - Les idées reçues dans les autres États parties à la CEDH. Le cas du Royaume-Uni, in M. Afroukh, *En finir avec les idées reçues sur la Convention européenne des droits de l'Homme*, Mare & Martin, 2024, p. 59 (32000 caractères).
 - Libres propos sur l'évolution contemporaine de l'état des droits et libertés au Royaume-Uni, *Europe des Droits et Libertés*, 2023, n° 8, p. 456 (67600 caractères).
 - The Boundaries Between Law and Politics in French Administrative Law: The Case of the 'Actes de Gouvernement', in K. Gromek-Broc (dir.), *Public Law in a Troubled Era: A Tribute to Professor Patrick Birkinshaw*, Wolters Kluwer, 2023, p. 173 (65000 caractères).
 - Les dépendances de la Couronne : des îles *So British*, *RFDA* 2023, p. (60600 caractères).
 - Le rapport de la commission des Privilèges du 15 juin 2023 : une procédure riche d'enseignements sur la place de la responsabilité politique des gouvernants dans la démocratie britannique, *JP Blog*, juin 2023 (25000 caractères).
 - Aspects constitutionnels et politiques du sacre de Charles III, *JP Blog*, mai 2023 (33000 caractères).

- Aspects de la transparence de la justice au Royaume-Uni, in M. Fartunova-Michel, M.-O. Peyroux-Sissoko, M. Rota, *Transparence et fonction juridictionnelle*, IFDJ-Institut Louis Joinet - LGDJ, 2023, p. 31 (31800 caractères).
- La protection de la Constitution et des libertés n'a pas besoin d'une cour constitutionnelle. Le cas britannique, in Ch. Boutin, B. Daugeron, F. Rouvillois (dir.), *Contre le gouvernement des juges ?*, Cerf, 2023, p. 161 (51000 caractères).
- La protection des droits et libertés par le parlement au Royaume-Uni à l'aune du Brexit et de la pandémie de Covid-19, in P. Ducoulombier, C. Hagueneau-Moizard (dir.), *La protection des droits et libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur*, Collection Colloques, vol. 55, 2022, p. 25 (50000 caractères).
- Projet de référendum consultatif sur l'indépendance de l'Écosse : fin de partie contentieuse, *JP Blog*, 28 novembre 2022 (22500 caractères).
- L'audience à la Cour suprême du Royaume-Uni relative au projet de loi du gouvernement écossais organisant un nouveau référendum d'indépendance : quelques éléments d'analyse, *JP Blog*, 28 octobre 2022 (26900 caractères).
- Élisabeth II, entre résistance et obéissance, *Pouvoirs*, juin 2022 (27600 caractères).
- Menaces sur les droits humains au Royaume-Uni, *Revue des Droits et Libertés fondamentaux*, 2022, chron. n° 32 (37300 caractères).
- Brexit et souveraineté. Une mise en perspective juridique, *Rev. fra. de civilisation britannique*, 2022, vol. XVII-2 (51000 caractères).
- La première année de l'ère post-Brexit sous le signe des paradoxes, *Europe*, avril 2022, p. 5 (47000 caractères).
- Le Protocole sur l'Irlande du Nord et la République d'Irlande : un enjeu majeur de l'ère post-Brexit, *RTD eur.*, 2021, p. 877 (42000 caractères).
- Le fonctionnement du Parlement de Westminster entre juin 2017 et décembre 2019 : exemplarité ou obstruction ?, *Politique européenne*, 2021, n° 3, p. 118 (71500 caractères).
- De quelques interrogations constitutionnelles soulevées par l'éventualité d'un référendum d'indépendance en Écosse, *JP Blog*, 4 juin 2021 (29400 caractères).
- Un accord sur le commerce et la coopération : des clarifications et des questions, *L'Observateur de Bruxelles*, 2021, n° 123, p. 6 (23000 caractères).
- Le monarque, ultime recours pour surmonter les crises ? Quelques réflexions à partir du cas britannique, in *Mélanges en l'honneur de Philippe Lauvaux*, Éd. Panthéon-Assas, 2021, p. 41 (61000 caractères).
- Accord post-Brexit : indispensable mais en partie lacunaire, *Éditions législatives*, bulletin de février 2021 (20000 caractères).
- Les discontinuités territoriales au Royaume-Uni à l'heure du *Brexit* : le cas de l'Irlande du Nord, in N. Kada, *Les discontinuités territoriales*, Dalloz, 2020, p. 255 (22000 caractères).
- Le Brexit et les finances publiques britanniques. Remarques introductives, *Rev. fr. de finances publiques*, septembre 2020, p. 115 (14000 caractères).
- Le *Brexit*, la prérogative royale et la Cour suprême, *RFDA* 2020, p. 410 (31000 caractères).
- Les institutions britanniques après le *Brexit*, *Rev. UE*, 2020, p. 439 (20000 caractères).
- Le Parlement britannique pris entre les feux croisés des citoyens et du gouvernement, *AFRI* 2020, vol. XXI, p. 188 (46000 caractères).
- L'influence de la Première Guerre mondiale dans l'affirmation de la discipline du droit public au Royaume-Uni, in F. Garnier (dir.), *Sur le front du droit. Juristes en guerre et guerre des juristes*, PU de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, p. 29.
- *Brexit*, Constitution et équilibre institutionnel, *Constitutions*, octobre 2019, p. 331 (35000 caractères).
- Un gentleman au Palais-Royal. Réflexions à partir des convictions anglophiles et européennes du président Stirn, in *Mélanges en l'honneur de Bernard Stirn*, Dalloz, 2019, p. 31 (35000 caractères).

- Rule of Law and « État de Droit » : comparing British and French conceptions of Law, in G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan, *United Kingdom and France: friends and/or foes? (Trans)cultural and legal unions and disunions*, Éd. Le Manuscrit, coll. Auctoritas, 2019, p. 77 (41600 caractères, en anglais).
- Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni, in B. Bertrand, S. Cassella, C. Rappoport, *La nationalité au carrefour des droits*, 2019, PU de Rennes, p. 105 (65 000 caractères).
- Le *Brexit* et les règles relatives aux marchés publics, *AJ Contrats*, mars 2019, p. 115.
- Le *Brexit*, révélateur de l'alchimie entre Constitution politique et Constitution juridique au Royaume-Uni, *Titre VII*, n° 2, mars 2019, p. 181 (35000 caractères).
- Faut-il distinguer les constitutionnalismes juridique et politique? Les enseignements du cas britannique, in D. Chagnollaud (dir.), *Les 50 ans de la Constitution*, Dalloz, 2018, p. 141 (38000 caractères).
- La protection parlementaire de la Constitution au Royaume-Uni, in F. Savonitto (dir.), *La protection parlementaire de la Constitution*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2018, p. 73 (38000 caractères).
- L'impact de l'Union européenne sur les rapports entre les institutions britanniques, *RIDC* 2018, n° 4, p. 743 (30000 caractères).
- La loi électorale au Royaume-Uni, in Ph. Lauvaux, J. Massot (dir.), *La loi électorale en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2018, p. 36 (63000 caractères).
- Humour et droit au Royaume-Uni, in S. Regourd, S. Saunier, D. Guignard (dir.), *Rire, Droit et Société*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et Essais, 2018, p. 315. (31000 caractères).
- La Cour suprême du Royaume-Uni, in F. Malhière, *L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes*, site du G.I.P. Droit et Justice, 2017, p. 227 (64000 caractères).
- La Chambre des Lords, in Ph. Lauvaux, J. Massot, *L'État présent du bicamérisme en Europe*, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, 2017, p. 51 (45000 caractères).
- Le *Brexit* et le droit constitutionnel britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2017, p. 261. Direction du dossier spécial *Brexit* du n° 2 de 2017 (58600 caractères).
- *Brexit*, Année 0, *L'Observatoire du Brexit*, 31 mars 2017 (22 000 caractères).
- La liberté de manifestation au Royaume-Uni, *Jus Politicum*, n° 17, 2017 (51500 caractères).
- Les pouvoirs d'urgence et le terrorisme au Royaume-Uni, in P. Mbongo, *L'état d'urgence. La prérogative et l'État de droit*, Institut Universitaire Varenne, 2017, p. 37 (65800 caractères).
- Le *First-Past-The-Post* au Royaume-Uni. Pour une approche systémique, in *Mélanges en l'honneur de Dominique Turpin*, LGDJ, coll. Des Mélanges du Centre Michel de l'Hospital, 2017, (37300 caractères).
- Le droit britannique et les ordres juridiques européens, in B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques - Bilan, Enjeux, Perspectives*, LGDJ, 2016, p. 1697 en collaboration avec D. Fairgrieve (61800 caractères).
- La Chambre des Lords, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2016 (45000 caractères).
- *Rule of law* et ordre public au Royaume-Uni, *Archives de Philosophie du Droit*, tome 58, 2015, p. 243 (60000 caractères).
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Le cas britannique, in J. Arlettaz, J. Bonnet, *L'objectivation du contentieux des droits et libertés. Du juge des droits au juge du Droit*, Pédone, 2015, p. 95 (44000 caractères).
- Les actes à portée générale au Royaume-Uni, in B. Delaunay (dir.), *L'Acte administratif à portée générale et son contrôle juridictionnel. Étude comparative*, Société de Législation Comparée, 2015, p. 117 (59000 caractères).
- Chronologie raisonnée de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, de la Grande-Bretagne, puis du Royaume-Uni, *Juspoliticum*, n° 14, juin 2015 (93600 caractères ; mise à jour constante sur le site de la revue et sur *JP Blog*).
- Les rapports entre les autorités de concurrence et de régulation au Royaume-Uni, in G. Eckert, J.-Ph. Kovar (dir.), *L'interrégulation*, L'Harmattan, 2015, p. 81 (37700 caractères).

- Les sources des procédures administratives au Royaume-Uni, in AFDA, *Les procédures administratives*, Dalloz, 2015, p ; 106 (52000 caractères).
- La *Secondary legislation* au Royaume-Uni, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *La législation déléguée*, Société de Législation Comparée, coll. Colloque, 2014, p. 113 (66800 caractères).
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ?, in E. Cherrier, S. Guérard, (dir.), *La régionalisation en Europe. Regards croisés*, Bruylant, 2014, p. 265 (40300 caractères).
- La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles Royaume-Uni/France, in M. Dutu (dir.), *Le patrimoine : évolutions et acceptions possibles*, Académie roumaine et Société de Législation Comparée, 2014 (45800 caractères).
- Écrire les décisions de justice... Une comparaison franco-britannique, *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2014, n° 3, p. 759, en collaboration avec D. Fairgrieve (75400 caractères).
- Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente, in J. Massot, Ph. Lauvaux (dir.), *Les mutations constitutionnelles*, Société de Législation Comparée, Coll. Colloque, vol. 20, décembre 2013, p. 139 (82100 caractères).
- L'ordre public au Royaume-Uni, in Ch.-A. Dubreuil (dir.), *L'ordre public*, Cujas, 2013, p. 141 (71100 caractères).
- L'avenir de la Chambre des Communes à la suite des élections du 6 mai 2010, *Revue française de droit constitutionnel*, octobre 2011, n° 88, p. 733 (81700 caractères).
- La question de l'adoption d'un nouveau « *Bill of Rights* » au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2010, n° 3, p. 685 (80600 caractères).
- La réforme de la Chambre des Lords : chronique d'une révolution au long cours (1999-2007), *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2008, n° 5 (75130 caractères).
- Les enjeux de la création d'une Cour suprême au Royaume-Uni, *Revue internationale de droit comparé*, 2008, n° 2, p. 283 (23400 caractères).

- Droit public économique

- Note sous Conseil constitutionnel, 26 juin 1986, Loi autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (volet « Privatisations »), in T. Perroud (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence constitutionnelle. Approche politique*, LGDF-Lextenso, 2024, p. 278.
- Privatisation vs Nationalisation : Faut-il choisir son camp ? Réflexions à partir de la comparaison franco-britannique relative à l'exploitation du rail, *AJDA* 2018, p. 1758 avec Mehdi Lahouazi (40000 caractères).
- Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions : éléments de réflexion conclusifs, in J.-F. Calmette, *Sanction en droit de la concurrence et concurrence des sanctions, Actes du colloque du 29 septembre 2016*, préf. d'Y. Picod, Éditions Mare et Martin, 2017, p. 189 (28600 caractères).
- Histoire de la réglementation économique, in J.-C. Videlin (dir.), *La réglementation économique : une persistance*, Lexis-Nexis, 2016, p. 11 (40000 caractères).
- Les expériences étrangères d'ouverture de l'accès aux données publiques, *AJDA* 2016, p. 81 (35000 caractères).
- La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence, in Ch. Dubreuil (dir.), *Regards croisés sur le droit administratif en France et en Russie*, PUF, Thémis-Actes, 2015, p. 147 (42700 caractères).
- L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques, *Revue française de droit administratif*, 2014, p. 814 (31580 caractères).
- La sanction administrative des pratiques anticoncurrentielles à la suite de l'affaire du cartel de Pacier, *Revue française de droit administratif*, 2010, n° 6, p. 1157, en collaboration avec Jean-François Calmette (84400 caractères).
- L'impact du droit de la concurrence sur la délimitation des prérogatives de puissance publique. Aperçu de droit administratif français, *Revue européenne de droit de la consommation*, octobre 2010, p. 657 (66300 caractères).

- Droit administratif

- Service public, libertés et approche contemporaine du droit administratif, *Rev. des Droits et Libertés fondamentaux*, 2020, chron. n° 83, avec Élise Fraysse (85000 caractères).
- Commentaire sous Conseil d'État du 27 octobre 1995, *Morsang-sur-Orge* et *Commune d'Aix-en-Provence*, in T. Perroud (dir.), *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Lextenso, coll. Les Grandes décisions, 2019 (75000 caractères), mis à jour en 2024 pour la 2e édition (*Les grands arrêts de la jurisprudence administrative. Approche politique*).
- Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers, in Actes du Colloque « La santé à l'épreuve de la rareté », Presses Universitaires d'Aix-Marseille et Université *Via Domitia* de Perpignan, septembre 2013, p. 61 (31900 caractères).
- *L'intuitus personae* dans les contrats de la commande publique, *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 5, p. 879 (104700 caractères).
- Responsabilité de l'État et déportation des Juifs. Réflexions à partir de l'avis d'Assemblée du Conseil d'État du 16 février 2009, *Mme Hoffman-Glemane*, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, octobre 2009, n° 80, p. 1037 (64000 caractères).

4. Notes de jurisprudence

- Droit de la convention européenne des droits de l'Homme

- Quand Naomi Campbell fait la une... du droit de la Convention européenne des droits de l'Homme. Commentaire sous l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, *Mgn Limited c/ Royaume-Uni* du 18 janvier 2011, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2011, n° 88 (33500 caractères).

- Droit public économique

- Chronique d'actualité du droit public économique - Rubrique « Libertés économiques » au *JCP A* (années 2016 et 2017).
- Normes techniques et libertés économiques, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (24900 caractères).
- Atterrissage forcé pour la libre concurrence. Note sous CE, 3 mars 2009, *Syndicat national des pilotes de ligne*, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 20 (6400 caractères).
- Développement de l'activité commerciale et gestion du domaine public d'un site patrimonial remarquable, *Tourisme et Droit*, Dalloz, avril 2009, n° 108 (16500 caractères).
- Réseaux électriques et réseaux ferroviaires, *Revue Lamy concurrence*, 2009, n° 18 (24700 caractères).
- Droit social, droit de la concurrence et juge administratif, *AJDA*, 2008, n° 31 (39000 caractères).
- La protection des personnes publiques face aux pratiques anticoncurrentielles des cocontractants, *Revue Lamy concurrence*, 2008, n° 16 (17000 caractères).
- Le dol concurrentiel devant le Conseil d'État. Commentaire de la décision du Conseil d'État du 19 décembre 2007, *Société Campenon Bernard et autres*, *Revue Lamy Concurrence*, 2008, n° 15 (30150 caractères).

5. Entrées d'Encyclopédies/dictionnaires

- « Dévolution », in D. Connil, P. Jensel-Monge, A. de Montis (dir.) *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, 2023, p. 399.
- « Speaker », in D. Connil, P. Jensel-Monge, A. de Montis (dir.) *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, 2023, p. 1096.
- Brexit : Processus, *Répertoire de Droit européen*, Dalloz, avril 2022 (200000 caractères).

6. *Éditoriaux, tribunes et articles courts*

En sus des publications du site de l'Observatoire du Brexit que nous dirigeons et alimentons (<https://brexit.hypotheses.org/>).

- Droits constitutionnel et administratif britanniques/droit comparé

- Introduction, *Droit public comparé – Comparative Public Law*, 2024, n° 2 (16600 caractères).
- L'instabilité gouvernementale au Royaume-Uni est-elle inédite ?, *Les Surligneurs*, 4 novembre 2022.
- Brexit : le fog s'épaissit, *Journal du Droit européen*, 2020, n° 27 (274), p. 429.
- So What ? (les suites du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1939.
- Le Monde d'Hier (à propos du *Brexit*), *Dalloz* 2016, p. 1361.
- 2015, *AJDA* 2015, p. 1713, en collaboration avec Th. Perroud.
- Plaidoyer pour une meilleure connaissance des droits administratifs étrangers, *AJDA* 2013, p. 369.

- Droit public des affaires

- Éditorial au numéro spécial « Brexit » de la *Revue Lamy droit des affaires*, avril 2020, p. 3.
- Un *new deal* pour l'Université ?, *Dalloz* 2020, p. 290, en collaboration avec Th. Perroud.
- Le tirage au sort : Le “Temps du Mépris” pour l'Université ? *AJDA* 2017, p. 1417, en collaboration avec Jean-François Calmette.
- Le Capital au XXI^e siècle et le droit administratif, *AJDA* 2016, p. 1361, en collaboration avec Th. Perroud.
- La France et la concurrence, *AJDA* 2014, p. 1412.

- Presse généraliste (exclusivement la revue *Esprit*)

- France-Royaume-Uni : deux dissolutions, deux hommes, deux écueils politiques, *Esprit*, juillet 2024 (site web).
- Le paradoxe britannique, *Esprit*, juillet-août 2023.
- Royaume-Uni : Ce que laisse Boris Johnson, *Esprit*, juillet 2022.
- Royaume-Uni : Le pari risqué de Boris Johnson, *Esprit*, décembre 2020.
- Le conservatisme de Boris Johnson, *Esprit*, juin-juillet 2020.
- Le *Brexit*, suite et fin ?, *Esprit*, mars-avril 2020.
- Le *Brexit* aura bien lieu, *Esprit*, septembre 2018.
- Le *Brexit* : une affirmation des valeurs britanniques ?, *Esprit*, décembre 2017.

7. *Recensions d'ouvrage et Notes de lecture*

- R. Hunter, E. Rackley (dir.), *Justice for Everyone. The jurisprudence and legal lives of Brenda Hale*, Cambridge University Press, 2023, 398 p., *RFDA* 2024, p. 810 (8000 caractères).
- M. Tugendhat, E. de Montlaur-Martin, *Les droits du genre humain : la liberté en France et en Angleterre (1159-1793)*, Société de Législation Comparée, coll. Sensus Iuris, 2021, 570 p., *Rev. int. dr. comparé*, 2022, n° 4, p. 1021 (15500 caractères).
- P. Craig, *Administrative Law*, Sweet & Maxwell, 9th ed., 2021, 1170 p. ; P. Craig, Gráinne de Búrca (ed.), *The Evolution of EU Law*, OUP, 3rd ed., 2021, 1072 p. ; Elizabeth Fisher, Jeff King, Alison Young (ed.), *The Foundations and Future of Public Law*, OUP, 2020, 460 p., *RFDA* 2022, p. 195 (8300 caractères).
- Th. Guilluy, *Du “self-government” des Dominions à la dévolution : recherche sur l'apparition et l'évolution de la Constitution britannique*, Préf. O. Beaud, Éditions Panthéon-Assas, 2018, 460 p., *Revue Jus Politicum*, 2019 (35700 caractères).

- D. Grisay (dir.), *Brexit : Enjeux et perspectives politiques, économiques et juridiques*, Larcier, 2017, 85 p. ; Ch. Bahurel, E. Bernard, M. Ho-Dac, *Le Brexit : Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant, 2017, 388 p. ; K. A. Armstrong, *Brexit Time. Leaving the EU - Why, How and When?*, CUP, 2017, 286 p. ; et F. Fabbrini (ed.), *The Law and Politics of Brexit*, OUP, 2017, *Observatoire du Brexit*, janvier 2018.
- Michael Gordon, *Parliamentary Sovereignty in the UK Constitution. Process, Politics and Democracy*, Hart Publishing, 2015, *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2016.
- Patrick Birkinshaw, *European Public Law*, Wolters-Kluwer, 2014. *Revue trimestrielle de droit européen*, 2015.

8. Billets courts publiés sur le blog Jus Politicum, le Club des Juristes et le blog de l'UKCLA

- Élections législatives au Royaume-Uni : une dissolution bien différente de la nôtre, *Blog du Club des Juristes*, 9 juillet 2024.
- Come-back de David Cameron au Gouvernement : un impensé constitutionnel ?, *Blog du Club des Juristes*, 29 novembre 2023.
- Fin de partie parlementaire pour Boris Johnson, *Blog du Club des Juristes*, 15 juin 2023.
- L'accord de Windsor : Une sortie de crise pérenne ?, *Blog du Club des Juristes*, 14 mars 2023.
- Valse des premiers ministres britanniques : démonstration d'un besoin d'alternance, *Blog du Club des Juristes*, 1^{er} novembre 2022.
- L'accession de Charles III : quel rôle du Parlement et quelles relations avec le gouvernement ?, *Blog du Club des Juristes*, 13 septembre 2022.
- Le protocole millimétré du Conseil d'accession au trône de Charles III, *Blog du Club des Juristes*, 12 septembre 2022.
- Liz Truss Première ministre britannique : des espoirs de réchauffement des relations avec l'Union européenne très hypothétiques, *Blog du Club des Juristes*, 8 septembre 2022.
- Vote de confiance du 6 juin : une vraie victoire pour Boris Johnson ?, *Blog du Club des Juristes*, 8 juin 2022.
- Brexit, pénuries et Europe sociale, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2021.
- Période post-Brexit : un long chemin de croix, *Blog du Club des Juristes*, mars 2021.
- Tensions en Irlande du Nord : le Protocole conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne a-t-il déjà atteint ses limites ?, *Blog du Club des Juristes*, février 2021.
- Brexit : l'accord de commerce et de coopération signe-t-il la fin des négociations entre les parties ?, *Blog du Club des Juristes*, janvier 2021.
- En quoi consiste la procédure lancée par la Commission à l'encontre du Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2020.
- Brexit : un projet de loi controversé publié par le gouvernement britannique, *Blog du Club des Juristes*, septembre 2020.
- La réponse législative du Royaume-Uni à la crise sanitaire, *JP Blog*, mai 2020.
- La négociation de la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : on prend (presque) les mêmes, et on recommence, *Blog de l'Association française d'Études européennes*, janvier 2020.
- 2016-2019 : un cycle de crise politique marquant la résilience du parlementarisme britannique, *JP Blog*, décembre 2019.
- Report du Brexit : les prochaines législatives seront déterminantes, *Blog du Club des Juristes*, octobre 2019.
- La prorogation décidée par Boris Johnson : manœuvre stratégique ou détournement de procédure ?, *Blog du Club des Juristes*, septembre 2019.
- Brexit : quelles vont être les conséquences du changement de Premier Ministre ?, *Blog du Club des Juristes*, juin 2019.
- Brexit : où en est-on ?, *Blog du Club des Juristes*, avril 2019.
- Brexit : quelle issue pour le Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, mars 2019.

- *L'Attorney General*: un organe clef que le Brexit a mis en lumière, *JP Blog*, mars 2019.
- Brexit : à deux mois du départ prévu, quelle sortie de l'UE pour le Royaume-Uni ?, *Blog du Club des Juristes*, janvier 2019.
- Brexit : vote de défiance contre Theresa May, une réelle solution pour avancer ?, *Blog du Club des Juristes*, décembre 2018.
- Brexit : quels sont les moyens dont dispose Theresa May pour faire adopter le projet d'accord avec l'UE malgré des parlementaires hostiles ?, *Blog du Club des Juristes*, décembre 2018.
- Brexit et dévolution : le Gouvernement doit-il craindre un revers politique et juridique ?, *JP Blog*, mai 2018.
- Les anti-Brexit peuvent-ils faire plier Theresa May ?; *Blog du Club des Juristes*, avril 2018.
- Brexit : Le ton monte, *Blog du Club des Juristes*, mars 2018.
- *No deal, Bad deal, U turn* : Quelles contraintes constitutionnelles et politiques pour le Brexit ?, *JP Blog*, novembre 2017.
- Brexit Seen by a French Professor in Public Law, *UK Constitutional Law Association Blog*, avril 2017.
- La situation de Gibraltar dans le cadre du *Brexit*, *Blog du Club des Juristes*, avril 2017.
- Le jugement *Miller* : la question de la convention Sewel, *JP Blog*, février 2017.
- Chronique du Brexit : Le temps des premiers jugements, *JP Blog*, novembre 2016.
- Chronique du Brexit : Le temps des spéculations, *JP Blog*, octobre 2016.
- Réflexions sur le Brexit, *JP Blog*, août 2016.

9. Conférences, congrès et colloques à communication

- « The Entente Cordiale: a legal-historic point of view », Colloque, « From the Entente cordiale to new ententes. 1904-2024 », Université Paris II Panthéon-Assas, 23-24 mai 2024.
- Présidence de séance « L'État occidental et au-delà », Colloque « Le concept d'État à travers les civilisation », Sciences-Po Lyon, 23 mai 2024.
- « La souveraineté, vue d'ailleurs. Le Royaume-Uni », Cycle de conférences du Conseil d'État « La souveraineté », 22 mai 2024.
- « L'expérience de l'Observatoire du Brexit comme ouverture numérique de la connaissance juridique et politique », Journée « Humanités numériques », CERCRID, Saint-Étienne, 4 avril 2024.
- « Le Brexit : bilan et perspectives », Conférence du cycle « Les rendez-vous de l'Axe Normes et Institutions en Europe », Tours, 7 décembre 2023.
- « Les non-inscrits au Royaume-Uni », Table ronde au colloque « Les non-inscrits », Paris, Sénat, 17 novembre 2023.
- « Droit administratif général, Droit administratif spécial : point de vue britannique », Table ronde internationale au colloque annuel de l'AFDA, Toulouse, 1^{er}-2 juin 2023.
- « Les enjeux post-Brexit », Colloque de restitution des billets de l'Association française d'études Européennes, Université Paris-Est Créteil, 4 juillet 2022.
- « Dicey dans les jugements *Miller 1* et *2* de la Cour suprême du Royaume-Uni », Colloque international sur le centenaire de la mort de A. V. Dicey, Paris, Cergy Université et Université Paris II Panthéon-Assas, 3-4 juin 2022.
- « L'ère post-Brexit : de quelques enjeux et perspectives pour le Royaume-Uni et l'Union européenne », Université Grenoble Alpes, Laboratoire ILCEA, 8 avril 2022.
- « Les libertés n'ont pas besoin d'une cour constitutionnelle. Le cas britannique », Colloque « Contre le gouvernement des juges ? Les opposants à un contrôle juridictionnel de la loi, à l'occasion du centième anniversaire de la publication du *Gouvernement des juges* d'Édouard Lambert », Université de Paris, 16-17 décembre 2021.
- « La relation entre le Royaume-Uni et l'UE prend-elle le chemin helvétique ? », Forum économique rhodanien, 21-22 octobre 2021, Sion (Suisse).

- « La protection des droits et libertés par le Parlement en France et au Royaume-Uni à l'aune du Brexit et de la pandémie », Colloque « La protection des libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur », Université de Strasbourg, 18-19 novembre 2021.
- « Brexit et souveraineté », Congrès du CRECIB, Universités Lyon II et Lyon III, 7-9 octobre 2021.
- Synthèse de la journée de l'École doctorale Sciences juridiques de Lyon consacrée aux Libertés académiques, Université Jean-Monnet Saint-Étienne, 25 juin 2021.
- « Brexit : la souveraineté retrouvée ? », Conférence pour le séminaire « Société et souveraineté » organisé par la MSH Alpes, Université de Grenoble-Alpes, 16 avril 2021.
- « Le traité de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni », Conférence pour la Chaire Jean-Monnet de l'Université Laval (Québec), 13 avril 2021.
- « L'impact du Brexit sur le constitutionnalisme britannique », Conférence à destination des membres du CERCOP, Université de Montpellier I, 8 avril 2021.
- « La privatisation de la sécurité publique dans la proposition de loi "Sécurité globale", Colloque en ligne « La sécurité globale », Université de Bourgogne, 26 mars 2021.
- « Aspects de la transparence de la justice au Royaume-Uni », Colloque en ligne « Transparence et fonction juridictionnelle », Université de Lorraine, 22-23 octobre 2020.
- « La gestion juridique de la crise du Coronavirus outre-Manche », Colloque en ligne « Coronavirus et droit », 27 mars 2020.
- « Le Brexit et le Parlement britannique », Sciences-Po, campus de Dijon, 10 mars 2020.
- « Le Brexit : un objet de recherche en sciences sociales », Soirée recherche de la Fondation UJM, Saint-Étienne, 2 décembre 2019.
- Présidence de la table ronde « Le Brexit et les finances publiques britanniques », Colloque « Le Brexit et les finances publiques », Université de Savoie, 29 novembre 2019.
- « La réforme des modes de scrutin au Royaume-Uni : approche systémique », Journée décentralisée de l'AFDC, « Réformes constitutionnelles et systèmes électoraux », Université de Paris-Est Créteil, 21 novembre 2019.
- Conférence « Le Brexit et la Constitution britannique : ni comédie, ni tragédie », Université Jean-Moulin, Lyon III, Institut de Droit Comparé Édouard Lambert, 12 novembre 2019.
- « La Constitution britannique en crise ? », Conférence à l'Université Paris III, Sorbonne Nouvelle, 5 novembre 2019.
- Conférence « Le Brexit : état des lieux des négociations », Cercle géopolitique de Lyon, Cercle de l'Union, Lyon, 18 octobre 2019.
- « Rule of Law and « État de Droit »: comparing British and French conceptions of Law », Colloque *United Kingdom and France: friends and/or foes? (Trans)cultural and legal unions and disunions*, Université Paris II, 24-25 mai 2019.
- Conférence « L'identité européenne à l'heure du *Brexit* », l'Université Populaire Européenne de Grenoble, 16 mai 2019.
- Participation à la journée d'étude internationale intitulée « Le Puzzle du *Brexit* », Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 4 avril 2019.
- Participation au colloque international *Brexit Conundrums*, Université Versailles-Saint-Quentin, 29 mars 2019.
- Conférence sur le *Brexit* après le report du 21 mars 2019, Université Jean-Monnet Saint-Étienne, 28 mars 2019.
- Participation à la table ronde sur le *Brexit*, « L'état de l'Union 2018-2019 », colloque organisé par l'Université Jean-Moulin Lyon III, 31 janvier 2019.
- « Enjeux et Perspectives du *Brexit* », conférence organisée par l'Université Clermont-Auvergne, et le Mouvement Européen France, 29 novembre 2018.
- « L'influence de la Première Guerre mondiale dans l'affirmation de la discipline du droit public au Royaume-Uni », Cycle de conférences « Juristes européens et américains pendant la Première Guerre mondiale », novembre 2018.

- « L'impact de l'Union européenne sur les rapports entre les institutions britanniques », « La Nuit du Droit. Les 50 ans de la Ve République. », conférence organisée par la Société de Législation Comparée et l'Ordre des avocats au Barreau de Paris, Paris, 4 octobre 2018.
- Participation à la table ronde organisée par le Cercle des Centraliens « *Brexit* : derniers mois de négociations » (Cycle Europe), 4 avril 2018.
- Participation à la table ronde organisée par la revue *Esprit* et la Maison de l'Europe, « L'Europe, architecture institutionnelle ou projet politique ? », Maison de l'Europe de Paris, 16 janvier 2018.
- « La loi électorale au Royaume-Uni », colloque « La loi électorale en Europe ». Société de Législation Comparée, Conseil d'État, 10 novembre 2017.
- « Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni », colloque « La nationalité ». Faculté de Droit de l'Université de Rennes 2, 12-13 octobre 2017.
- « Le *Brexit* du point de vue interne au Royaume-Uni », colloque Identités et intégration européenne : le *Brexit* en perspective », Faculté de Droit de l'Université Jean-Moulin, Lyon III, 8 juin 2017.
- « La notification de l'article 50 du TFUE devant les juridictions britanniques : souveraineté du Parlement et prérogative royale », Université Toulouse I-Capitole, 21 mai 2017.
- « Point de vue comparatiste », workshops autour du *Traité des rapports entre ordres juridiques. Conversations d'une société savante*, CERCRID, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, 11-12 mai 2017.
- Conférence sur l'ouvrage « Droit constitutionnel britannique », Université Jean-Moulin Lyon III, 8 février 2017.
- « La liberté de manifestation au Royaume-Uni. Aspects de droit positif », colloque « La liberté de manifestation ». Faculté de Droit de l'Université d'Aix-Marseille, 17-18 mars 2016.
- « Humour et Droit au Royaume-Uni », colloque « Rire, Droit et Société ». Faculté de Droit de l'Université de Toulouse I-Capitole, 3-4 décembre 2015.
- « La Chambre des Lords », colloque de la Société de Législation comparée « L'état présent du bicamérisme en Europe », Conseil d'État, 16 octobre 2015.
- « L'ordre public et le principe de *rule of law* », colloque « L'ordre public » de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, 17-18 septembre 2015.
- Séminaire international A.N.R. de droit politique « Le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014 ». Institut Michel-Villey, Paris, 14 avril 2015.
- « Libertés individuelles et corps social en tension : la position britannique », colloque « Repenser les libertés après le 7 janvier », Université Lyon III, 3 avril 2015.
- « Le cas du Royaume-Uni », colloque « L'objectivation des contentieux des droits et libertés fondamentaux », Faculté de Droit de Montpellier, 12 décembre 2014.
- Modérateur et intervenant à la Matinée d'Études de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de Législation Comparée : « L'acte administratif à portée générale ». Conseil d'État, 20 octobre 2014.
- « La *Secondary legislation* au Royaume-Uni », colloque de la Société de Législation comparée - « La législation déléguée ». Conseil d'État, 6 juin 2014.
- « Les procédures administratives au Royaume-Uni », colloque de l'Association Française de Droit Administratif. Université Paris II Panthéon-Assas, 5-6 juin 2014.
- « L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques », colloque du Groupe de recherche en droit public économique, Grenoble, « Culture et concurrence », 17-18 avril 2014.
- « La soumission des pouvoirs publics au droit de la concurrence », colloque « Regards croisés sur l'évolution du droit administratif en France et en Russie ». Clermont-Ferrand, 23-24 janvier 2014.
- « La valorisation du patrimoine historique des institutions culturelles (France - Royaume-Uni) », XVIe journées juridiques franco-roumaines, Bucarest, 30 mai-1^{er} juin 2013.
- « Le Royaume-Uni : la mutation constitutionnelle permanente », colloque de la Société de Législation comparée « Les mutations constitutionnelles », Conseil d'État, 5 avril 2013.

- « Le régime des autorisations en matière d'établissements de santé et d'équipements hospitaliers », colloque « La santé à l'heure de la rareté », Université *Via Domitia* de Perpignan, 14 décembre 2012.
- L'avenir de l'Écosse : dévolution, État fédéré ou État indépendant ? », colloque « L'administration locale au Royaume-Uni et en Irlande : si loin, si proches », Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 23-24 novembre 2012.
- « Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur la thématique « Patrimoine, développement durable et entités locales », École de Droit de Clermont-Ferrand, 26-28 septembre 2012.
- « L'ordre public au Royaume-Uni », colloque « L'ordre public », Faculté de Droit de Clermont-Ferrand, 15-16 décembre 2011.
- Organisation (membre des comités scientifiques et d'organisation) du colloque international « Patrimonium » sur l'approche juridique et historique du patrimoine en Chine et en France. Faculté de Droit de l'Université de Renmin, Pékin, 5 et 6 juillet 2011.
- « Le patrimoine : un enjeu de pouvoir pour les villes dans le cadre de la répartition des compétences », Université d'Été du Puy-en-Velay - 25-27 juin 2009.
- « Les prérogatives de puissance publiques à l'épreuve du droit de la concurrence. Actualités récentes », conférence à la Faculté de Droit de Montpellier, septembre 2009.
- Cycle de conférences auprès des élus de communes iséroises et hautes savoyardes : « La réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, quelles avancées ? », décembre 2008.
- Contribution à la table ronde lors du colloque « L'influence de la Convention européenne sur l'organisation et le fonctionnement des cours suprêmes. Le cas de la Cour suprême du Royaume-Uni ». Conseil d'État, 7 mars 2008.

10. Vulgarisation et valorisation sociétale de la recherche

Conférences auprès des élus (Sénat, région Auvergne-Rhône-Alpes)

Intervention auprès d'associations civiques : Maison de l'Europe de Paris, Mouvement Européen France, Université populaire de Grenoble, Cercle Géopolitique de Lyon.

Auteur régulier pour la revue *Esprit*

Tribunes pour la presse nationale écrite et numérique : *Le Monde*, *Les Échos*, *AOC*, *Le Figaro*

Interviews pour la presse internationale : *The Times*, *La Presse* (Montréal)

Interviews pour la presse nationale : *Le Monde*, *Libération*, *Les Échos*, *La Croix*, *Le Figaro*, *Le Parisien*, *Alternatives économiques*, *L'Opinion*, *AOC*, *Le Point*, *L'Express*, *Challenges*

Interviews pour les radios internationales : BBC News, BBC Radio 4, Radio France Internationale, Radio Canada, Radio Télévision Suisse, Médi1, Radio Algérie Internationale.

Interviews pour les radios nationales : France Inter, France Culture, France Info, RCF, Radio Notre-Dame, Europe 1

Interviews pour les chaînes de télévisions nationales : Arte, France Info TV, France 24, BFM-Business

Interviews pour les médias locaux : *La Voix du Nord*, *Ouest-France*, *Le Progrès*, Antennes locales de France Bleu, Euradio, TL7.

Commentateur des obsèques de la reine Élisabeth II sur France info TV (aspects juridiques, protocolaires et institutionnels)

Commentateur du sacre de Charles III sur Radio France Internationale, avec Catherine Marshall, professeure en civilisation britannique à Cergy Université.

DIRECTION DE THÈSES

- 2024 Direction de la thèse de Mme Sedayet Mayaci, « L'accès à la nationalité. Étude comparée France/Royaume-Uni ».
- 2022 Codirection avec Ph. Dupichot de la thèse de M. Paul Glasian, « L'aléa contractuel : étude de droit comparé interne ».
- 2020 Direction de la thèse de Mme Amandine Astier, « L'œuvre d'art en droit administratif ».
- 2017 Direction de la thèse de Mme Mathilde Pasquiou, « Le droit public et les crises économiques ». (soutenue)
- 2017 Direction de la thèse de Mme Pauline Souchal, « La démocratie managériale ».
- 2016 Codirection avec le Doyen Hervé de Gaudemar de la thèse de Mme Alice Lassale, « Le juge administratif et l'équité » (soutenue).
- 2015 Direction de la thèse de Mme Adeline Cassan, « La moralité publique. Étude de droit public ». (abandon)
- 2014 Codirection avec David Mongoin de la thèse de Mme Marie Debard « Tocqueville. Penseur du droit public » (soutenue).

Rapporteur de jurys de thèses :

- R. Place, La valeur d'égalité en droit public français et britannique, dir. P. Ducoulombier, Université de Strasbourg, 2023.
- B. Laniyan, La source du pouvoir normatif du juge, dir. É. Picard, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2022.
- M. Padilla, Droit public et doctrine publiciste au Royaume-Uni. Regard critique sur un objet à (re)construire, dir. M.-C. Ponthoreau, Université de Bordeaux, 2021.
- V. Monteiro, Caractéristiques du système juridique brésilien de promotion de l'innovation par l'État, dir. F. Menezes et T. Perroud, Université Paris II Panthéon-Assas, 2021.
- Q. Butavand, La justice constitutionnelle au Royaume-Uni, dir. Ch. Girard, Université Paris X-Nanterre, 2021.
- É. Hatté, La Cour suprême du Royaume-Uni et le nouvel équilibre constitutionnel, dir. Ph. Lauvaux, Université Paris II Panthéon-Assas, 2021.
- A. Monat, Le fédéralisme sans l'État fédéral. La question de l'unité de l'Espagne et du Royaume-Uni, dir. A. Laquière, Université Paris V, 2020.
- D. Thébault, La protection publique des biens affectés à l'intérêt général en droit anglais, dir. M. Degoffe et S. Enchelmaier, Université Paris V, 2019.
- R. Micalef, L'internationalisation du droit des contrats publics en France et au Canada, dir. F. Lichère et P. Lemieux, Université d'Aix-Marseille et Université Laval (Canada), 2018.
- A. Bachert, L'équilibre des pouvoirs législatif et juridictionnel à l'épreuve des systèmes de protection des droits et libertés. Étude comparée États-Unis, Canada, Royaume-Uni, dir. G. Scoffoni, Université d'Aix-Marseille, 2017.
- Z. Zhao, La protection juridique du patrimoine culturel en Chine, dir. F. Garnier, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.
- A. Remedem, La protection des droits fondamentaux par la Cour de Justice de l'Union européenne, dir. B. Bonnet, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.
- M. Ulla, La lustration dans les États post-communistes européens, dir. D. Turpin, Université de Clermont-Ferrand I, 2013.

Participation à six autres jurys de thèse sans être rapporteur.

FONCTIONS DE SÉLECTION ET D'ÉVALUATION

- 2023 Expert extérieur à la promotion au corps des professeurs de l'Université d'Aberdeen (droit)

- Membre suppléant du comité d'évaluation ANR pour le programme Access ERC Starting
- 2022 Membre du jury du Prix August-Debouzy Club des Juristes
- Depuis 2020 Évaluation d'articles pour la *Revue internationale de droit comparé*, la *Revue des Droits et Libertés fondamentaux*
- 2018 Évaluation d'articles pour la *Utrecht Journal of International and European Law*
- 2016 Évaluation de thèses dans le cadre de l'attribution du prix de thèse du Centre français de droit comparé.
- Évaluation d'articles pour la revue *European Public Law* (dir. P. Birkinshaw)
- 2016-2018 Membre des Comités de suivi de thèse de l'École doctorale de Lyon.
- Depuis 2015 Évaluation d'articles pour la revue et le blog *Jus Politicum*.
- Depuis 2013 Présidence ou membre de Comités de sélection des Facultés de Droit de Saint-Étienne, de Clermont-Ferrand, de Paris II Panthéon-Assas, de Paris I Panthéon-Sorbonne, de Lyon III, de Lyon II, de Science-po Lyon et de Grenoble.

FONCTIONS DE CONSULTATION

- 2023 Audition par la Commission des Affaires européennes du Sénat à propos d'un projet de résolution européenne «invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix et de réconciliation entamée par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord».
- Contribution écrite pour Rapport d'information de Mme Françoise Gatel et M. Rémy Pointereau, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, n° 289, *Normes applicables aux collectivités territoriales : face à l'addiction, osons une thérapie de choc !*
- 2021 Audition par la Commission des Lois du Sénat sur la proposition de loi « Sécurité globale » (aspects constitutionnels, de droit comparé et de droit public économique).
- 2018 Rapport remis à l'Ordre des avocats au barreau de Paris sur les risques juridiques liés au Brexit pour les structures de conseil et les avocats, novembre 2018 (avec A. Sotiropoulou, Th. Perroud, et M. Zolomian).
- 2017-2021 Participation aux réunions de l'ambassade de la République d'Irlande en France sur les perspectives et les stratégies liées au Brexit.